

## Document

### Dans le sud de l'Espagne, avec les "indignés" de Murcie

(lemonde.fr)

**26 mai 2011**

Murcie, envoyée spéciale - Avec une économie fondée sur la construction immobilière, la septième ville du pays a été particulièrement touchée par la crise économique. Ses habitants se sentent abandonnés, tant par les hommes politiques que par les médias.

C'est devenu le rendez-vous incontournable de la journée. Chaque soir à 20 h 30, ils sont entre 500 et 600 à rejoindre la place de la mairie, dans le centre de Murcie, dans le sud-est de l'Espagne. Des jeunes, en majorité, mais aussi leurs parents et même leurs grands-parents. Ces "indignés", tel qu'ils se qualifient, tiennent leur assemblée générale sur le parvis, qu'ils ont rebaptisé, à l'instar de nombreuses autres villes espagnoles, "place de la Révolution du 15-Mai". Devant un écriteau indiquant "Le micro est ouvert", tous prennent la parole à tour de rôle pour argumenter, proposer, s'offusquer, s'inquiéter. Dix jours après le début du mouvement de contestation sociale qui a soulevé le pays, ils éprouvent plus que jamais la volonté de voir le projet de société qu'ils ont esquissé aboutir.

*"Je suis payé 5 euros de l'heure, au noir, dans un restaurant, alors qu'au gouvernement régional certains se voient proposer des Mercedes comme voiture de fonction", lâche un jeune, révolté. "On n'est pas des hippies. Seulement des gens dignes qui demandent un travail et une justice juste", renchérit une quinquagénaire, suscitant l'enthousiasme et l'adhésion de la foule. Plus tard, c'est l'émotion qui gagne l'assistance lorsqu'un retraité prend la parole : "A l'époque de Franco, je me suis battu pour cette démocratie. Depuis, on l'a dénaturée. Il faut reprendre le combat et ne pas s'arrêter."*

#### CENTRES COMMERCIAUX VIDES OU INACHEVÉS

Pendant trois heures, c'est un flot ininterrompu de doléances et propositions. Le besoin d'expression et d'écoute des habitants est évident. Il faut dire que Murcie, agglomération de quatre cent mille habitants et petite province engoncée entre Valence et l'Andalousie, dans un paysage aride et brûlant, possède le troisième taux de chômage d'Espagne, derrière les Canaries et l'Andalousie. Un quart de la population n'a pas de travail, dont un jeune sur deux.

Dans les années 1990, la ville, encore plus que le reste du pays, a appuyé son développement sur une construction immobilière effrénée pour répondre à des besoins touristiques croissants. Mais, en 2008, la crise économique s'abat sur l'Europe et stoppe net l'activité locale. Partout, ce sont des pavillons, des immeubles ou des centres commerciaux vides ou inachevés. Dans le même temps, de nombreux ouvriers du bâtiment, dont une partie de jeunes sans études, se retrouvent sans emploi ni salaire, et donc de quoi payer leur loyer. "On est alors arrivés à une situation extrême et absurde, avec des logements inoccupés par milliers et des milliers de gens hypothéqués, qui risquent à tout moment d'être expulsés de chez eux, finissant, pour certains, par se retrouver à la rue", explique José Torrico Munoz, avocat d'une soixantaine d'années.

#### DÉFIANCE DANS LES INSTITUTIONS

Depuis lors, cette population, désabusée, s'est contentée de se désoler du malheur qui la touche, y voyant comme une fatalité. "La jeunesse d'ici est pessimiste et apathique. Elle considère que les études ne servent à rien et montre un désintérêt profond pour tout ce qui touche de près ou de loin à la politique", livre Juan Cerrano, doctorant de 27 ans.

*"Les gens pensent que les choses ne peuvent pas changer, confirme Jorge-Luis Diez Urrea, 32 ans, directeur d'une compagnie de théâtre au chômage. Le parti populaire remporte chaque élection depuis seize ans. Les politiciens sont corrompus, de la même façon que les syndicats, qui leur sont très liés. Même les*

*médias sont partisans, sans compter qu'ils ne s'intéressent que très peu à notre région. On est habitués à ne pas être représentés ni entendus."*

Lorsque les premières manifestations ont débuté à Madrid, puis dans toutes les grandes villes du pays, le 15 mai, les Murciens se sont alors immédiatement saisis de l'occasion pour organiser leur propre mobilisation et s'exprimer, pour beaucoup d'entre eux, pour la première fois. *"Mes parents préféreraient me savoir à la fac, mais moi, je ne veux rater cet élan de solidarité pour rien au monde. J'apprends bien plus ici, témoigne Margarita Carrillon Leon, 23 ans, étudiante en psychologie et philosophie. Je n'avais jamais vécu un tel mouvement intergénérationnel, une telle révolution. C'est notre Mai-68 à nous !"*

## "DÉMOCRATIE DIRECTE"

Aux Espagnols les plus vieux, qui qualifient cette "génération perdue" de "ni-ni", pour "ni études ni travail", les jeunes ajoutent maintenant un troisième "ni" : "ni peur". *"Je ne pense pas que le mouvement me permettra de trouver du travail, mais il me redonne de l'espoir, l'envie de me battre", assure Andres, 26 ans, acteur. Comme beaucoup de parents, Maribel Bernarbeu, professeur de 51 ans, se dit "fière d'eux", "depuis le temps qu'elle attendait de les voir prendre leur destin en main, se battre pour leurs idéaux". "Maintenant, il faut néanmoins encore canaliser le mouvement, passer de la théorie aux actions concrètes", prévient-elle.*

A Murcie, comme dans les autres villes, le mouvement des insurgés est structuré en commissions qui se créent au fur et à mesure des besoins : action, débats, conflits juridiques, logistique, cuisine ou encore hygiène. Dans chacune d'elles, les projets ne manquent pas. Alors que certains prennent possession, de manière pacifique, de l'espace public pour sensibiliser les citoyens, d'autres luttent contre les expulsions, engagent des procédures. Un groupe d'ouvriers du bâtiment au chômage envisage aussi d'aider à la reconstruction de la ville voisine de Lorca, détruite par le séisme du 11 mai.

Si les campements ne devraient pas pouvoir passer l'été sur la place, en raison de la chaleur, le mouvement, soudé et réactif grâce aux réseaux sociaux, perdurera, les "insurgés" n'en doutent pas. *"C'est la première fois qu'une mobilisation de cette ampleur existe en Espagne, qui ne soit ni organisée par les partis politiques ni par les syndicats, mais par la base. Les gens ont donc envie de faire des propositions, et tous ceux qui sont au chômage ont le temps de le faire, assure José-Luis. Par ailleurs, si le mouvement a profité de l'échéance des élections locales pour mobiliser, il se veut apolitique. Il a pour but de faire entendre notre malaise et faire avancer les choses."* "A notre niveau, on recrée une démocratie directe, sur la place publique", se félicite Antonio Pujante, ingénieur de 44 ans au chômage.